

CHAPITRE 1

QU'EST CE QUE L'ÉCONOMIE ?

1. APPROCHES ET DÉFINITIONS DE L'ÉCONOMIE

Qu'est ce que l'économie ? Mes étudiants répondent volontiers que l'objet de la science économique est l'étude de la production de biens et de services, de la consommation, du travail, du revenu des ménages, des échanges, des mécanismes monétaires... Tous ces phénomènes sont économiques mais en les évoquant on constate qu'ils impliquent d'autres dimensions qui en complexifient l'approche ; politiques, sociales, juridiques. Le rapport aux mécanismes économiques que nous ne comprenons pas toujours, nous concerne tous, au quotidien. Nous travaillons et à ce titre nous percevons un ou (des) salaire(s), qui nous inscrit(vent) dans un système de protection sociale, nous déclarons nos revenus et payons des impôts, nous consommons des produits sur lesquels nous nous acquittons de la TVA, (notre travail et notre consommation sont « fiscalisés »), tous nos revenus ne sont pas dépensés, ce qui ne sera consommé, sera épargné dans des institutions financières. Cette épargne pourra être réinvestie et complétée par un crédit pour l'acquisition d'un bien. Certains de mes interlocuteurs constatent déjà intuitivement que l'activité économique intègre ou exclue...socialise ou marginalise.

L'économie telle que nous l'entendons, s'éloigne donc de sa racine grecque *oikonomos* *oikonomia* (*oikos* ; maison, foyer/nomos ; lois et règles), qui désignait les règles de gouvernement du foyer domestique, sciences des affaires privées, que l'on peut rapprocher des sciences de gestion qui s'appliquent essentiellement aux fonctionnements des entreprises.

Si l'on recherche le moteur de l'activité humaine ; on constatera que les agents économiques ressentent des besoins ; manger, se vêtir, se loger, se former, et définissent ainsi des objectifs. Après une mise en commun, mes auditeurs arrivent le plus souvent à formuler, que l'économie étudie « *la manière dont les individus, les groupes, utilisent des ressources, en vue de la satisfaction optimale de leurs besoins* ».

L'économie est donc une science qui s'intéresse aux agents économiques, à leurs comportements. Elle traite des individus, des groupes [agents économiques (ménages, entreprises)], de l'analyse des processus de décision... Mais pas seulement. Nous pourrions compléter la réflexion, sur l'objet de l'économie en adoptant, la formule suivante : « *science ayant pour objet l'étude de la production, de la répartition et de la consommation des biens ou service rares* ». La notion de

rareté permet de définir un bien économique par opposition à un bien non économique ; qui existe en quantité illimitée ; un bien disponible sans effort, est appelé bien libre.

Si les agents économiques ressentent des besoins ; ils disposent de moyens limités pour les satisfaire (revenus); les biens disponibles et les moyens des ménages sont donc limités ; cela suppose alors pour l'agent économique d'arbitrer, d'évaluer sous contraintes et d'opérer des choix. L'économie est donc une science des choix. Comment ces choix seront-ils effectués ? On suppose que les choix sont effectués de manière optimale et rationnelle afin d'obtenir le maximum de satisfaction pour le minimum de ressources utilisées. (Contraintes de ressources, rationalité du choix, l'optimisation /maximisation). Comment effectuer le bon choix ou le choix le moins décevant ? ; qui minimisera les risques ? Plus les produits seront nombreux et plus les possibilités de choix seront importantes ; d'où une des fonctions de l'économie sera d'augmenter les possibilités de choix par la production.

« L'économie est une science qui étudie comment les ressources rares sont employées pour la satisfaction des hommes vivant en société. Elle s'intéresse d'une part aux opérations essentielles que sont la production, la distribution, la consommation des biens, d'autre part aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations ». Edmond Malinvaud, *leçons de théorie macroéconomique.*

Nous concluons que la problématique majeure reste la satisfaction des besoins et l'allocation optimales des ressources.

1.1. La problématique de l'activité économique ; la satisfaction des besoins

1.1.1. Des besoins presque illimités

L'activité humaine est dirigée vers la satisfaction des besoins. Nous savons tous qu'un besoin est un État de tension psychologique et/ou physiologique qui se manifeste par un sentiment de manque ; nous pouvons distinguer des besoins liés à la nature humaine et des besoins liés à l'appartenance sociale ; manque face à ce qui est nécessaire ou ressenti comme tel par l'homme vivant en société. Les besoins sont différents d'un individu à l'autre, évoluent dans le temps, en fonction du développement économique et social. (Besoins et innovations).

Il existe différents types de besoin ; classification des besoins

- Les besoins physiologiques ou primaires ; besoins vitaux, lié à la nature humaine, se nourrir, se loger, se vêtir...
- Les besoins secondaires ou sociaux ; liés à l'appartenance à un groupe, un type de société, voyage, culture...
- Les besoins individuels propres à chaque individu.
- Les besoins collectifs qui ne seront satisfaits que par des biens disponibles pour l'ensemble d'une collectivité ; se soigner, acquérir une formation, se déplacer en ville. (Transports en commun, velib).

Abraham Maslow (1943) a hiérarchisé dans une pyramide cinq catégories de besoins ; lorsque la satisfaction des besoins primaires est obtenue, les besoins secondaires deviennent moteur du comportement ; les besoins primaires concernent la survie de l'individu, sa sécurité, la préservation de sa santé, de son intégrité physique et psychique. Les besoins secondaires concernent l'intégration dans le groupe social de référence, la reconnaissance par le groupe, la recherche d'un statut social et l'accomplissement de soi.

1.1.2. Des biens économiques limités

Pour satisfaire ses besoins, l'homme doit se procurer des biens. Certains biens sont libres ; l'air, l'eau, la lumière. Ils sont gratuits et disponibles dans la nature en quantité illimitée et n'exigent pas de modification ; ils peuvent donc être consommés. La plupart des biens exigent une activité de création, de transformation et ne sont disponibles en quantité limitée ; ce sont des biens économiques. Un bien économique est produit par du travail et s'échange sur un marché. (« les services » sont aussi des biens économiques).

Il existe différents types de biens

- Les biens matériels ; physiques ; table, bureau, tableaux...
- Les biens immatériels ou service ; produits et consommés dans le même temps, séjour touristique, enseignement...
- Les biens durables ; l'utilisation se trouve répétée ; la consommation ne détruit pas le bien dont la vie est prolongée dans le temps ; maison, bateau, voiture.
- Les biens non-durables ; la consommation détruit le bien dès la première utilisation ; une pomme.
- Les biens individuels et des biens collectifs ; bicyclette, terrain de football, parc, aires de jeux.
- Les biens de consommation ; destinés à satisfaire précisément un besoin.
- Les biens de production ; qui sont utilisés dans la production d'autres biens, outils et machines.
- Les biens intermédiaires ; qui sont consommés pour produire d'autres biens ; ils sont transformés ou intégrés dans des biens de consommation finale.

1.1.3. La nécessité d'effectuer des choix. « l'arbitrage »

« Des besoins illimités ; des biens en quantité limitée », cette constatation implique que les agents économiques doivent pratiquer des choix, qu'on pose comme rationnels, dictés le plus souvent par les moyens dont ils disposent ; revenus pour les ménages ; budget pour l'État.

1.2. Les agents économiques et l'activité

1.2.1. Agents économiques et secteur institutionnels

Un agent économique ou une unité économique ; désigne un individu ou un groupe d'individus, (ménages, entreprises), qui effectue des choix et exerce un pouvoir de décision. Les catégories d'agents sont regroupées selon les principes de la comptabilité nationale (représentation simplifiée et chiffrée des opérations économiques dans une économie sur une année) en six secteurs dit « institutionnels ».

1- les ménages ; désignent les personnes physiques, les groupements d'individus et les entreprises individuelles. Le ménage désigne les individus d'un même foyer, sans que ceux-ci se définissent nécessairement par des liens de parenté, un ménage peut être composé d'une seule personne. La fonction principale des ménages est la consommation des biens et des services rendus possibles grâce aux revenus qu'ils perçoivent.(salaires et revenus de transfert).

2- les sociétés non financières ; désignent les entreprises, comme unité économique dans la fonction de production de biens, de services marchands ; biens vendus sur un marché en échange d'une contrepartie monétaire, (la fixation d'un prix permet de dégager du profit et d'assurer la pérennité de l'entreprise en couvrant les coûts de production), on trouvera de nombreuses formes juridiques ; société anonyme, SNC, SARL, EURL, société civile de moyens... Les entreprises peuvent être classées en fonction de leur secteur d'activité : primaire, secondaire, tertiaire, quaternaire.

3- les institutions financières ; désignent les banques et les institutions de crédit, leurs activités se concentrent principalement dans la création de produits et services bancaires. Elles ont un rôle dans le financement de l'économie. Les produits financiers sont de plus en plus complexes et collectent l'épargne des ménages et les investissements des entreprises. Elles mettent en relation les épargnants et les investisseurs. Leurs services sont rétribués par des intérêts. Les banques aujourd'hui complètent leur offre et proposent des produits d'assurances, habitation, voiture, (bancassurance) et pratiquent des activités de « trading » dans leur salle de marché.

4- les entreprises d'assurances ; qui élaborent des produits, des services, pour couvrir des risques et apporter un complément aux prestations sociales (maladie, retraite). La mutualisation du risque permet aux sociétés d'assurances de ne verser des indemnités que lorsqu'un sinistre se réalise. Elles sortent de plus en plus de leur métier de base pour investir le monde des produits bancaires et financiers.

5- les administrations publiques regroupent ; les ministères, les administrations publiques locales les administrations de la sécurité sociale et les hôpitaux publics. Elles fournissent des services non marchands pour la collectivité ; éducation, justice, elles ont un rôle de redistribution (revenus de transfert) dans le cadre de l'État-providence, elles agissent donc pour plus de justice

sociale et sont financées par les prélèvements obligatoires (impôts, taxes, cotisations sociales) perçus sur les entreprises et les ménages.

6- les institutions privées ; institutions sans but lucratif au service des ménages. Ce sont des administrations privées dotées de personnalité juridique qui produisent des services non marchands. Elles sont financées par des cotisations volontaires, des subventions publiques, des revenus. On trouve dans ses ISBLSM des associations, des partis politiques etc.

Il faut mentionner la présence d'agents économiques étrangers qui échangent avec l'économie nationale ; cette unité institutionnelle est désignée par « le reste du monde ». Les échanges internationaux désignent les flux de biens et de services marchands entre les pays. Leur développement en un marché mondialisé (unique) a pour conséquence la spécialisation et la répartition géographique de la production, ce qui pose des problèmes d'équité ; gagnant-gagnant/gagnant-perdant; dotations inégales en facteurs de production, et d'équilibre écologique.

1.2.2. Marché, flux, circuit

1.2.2.1. Marché et Marchés

Le marché est un lieu de rencontre, réel ou fictif, entre un ou des acheteurs (demande) avec un ou des vendeurs (offre). Cette confrontation peut donner lieu à une transaction selon un prix « prix de marché » ; lois de l'offre et de la demande, (variation de l'offre et de la demande lorsque les prix se modifient sur un marché) ; formation du prix d'équilibre. (Prix qui égalise les offres et les demandes sur un marché).

Les marchés sont multiples, ils évoluent dans le temps, ils se caractérisent par une dimension locale, nationale ou internationale ; ils possèdent des modalités de fonctionnement (marchés spécifiques de l'enchère). Un marché obéit à des règles, pour vendre un bien, il faut en être propriétaire ; pas d'échanges sans droit de propriété (*fructus, usus et abusus*).

De notre intérêt nous retiendrons ; le marché des biens et des services, le marché du travail, le marché des capitaux.

-le marché des biens des services met en relation l'offre des entreprises et la demande des ménages.

-le marché du travail met en relation ceux qui offrent leur travail (des salariés) et ceux qui demandent ce service qui est le travail (facteurs de production pour les entreprises) ; l'emploi proposé en période de référence t , par une économie, dépend alors du niveau de croissance et des investissements. La confrontation de l'offre et de la demande détermine le salaire et le niveau d'emploi ; sur ces mécanismes de marché, théoriciens néoclassiques et théoriciens keynésiens s'opposent.

-le marché des capitaux met en relation ceux qui ont une capacité de financement (les ménages qui déposent leur argent sur un compte bancaire) et ceux qui ont un besoin de financement (les

entreprises pour réaliser des investissements) ; les banques servent d'intermédiaire (intermédiation) ; les entreprises sont de plus en plus présentes sur les marchés de capitaux.

1.2.2.2. Les flux

Les activités de production et de consommation donnent lieu à l'établissement de flux. On distingue des flux monétaires (les salaires) et des flux réels (les marchandises) ou physiques ; qui portent sur les biens et services.

Des facteurs de production sont fournis aux entreprises par les ménages pour la production de biens et services, en contrepartie, les ménages reçoivent des salaires (flux monétaires ou financiers) ; ces revenus sont utilisés pour acheter la production des entreprises. Flux monétaires et financiers ; (achat et paiement d'une marchandise) et flux réel ou physique ; (livraisons des biens et services).

Les opérations économiques peuvent être un flux réel contre un flux monétaire ; un flux réel contre un flux réel ; un flux monétaire contre un flux monétaire ; un seul flux monétaire.

1.2.2.3. Le circuit économique

Le circuit est envisagé dans une optique macro-économique. Le circuit économique est une représentation simplifiée du marché, des agents économiques, des flux. Il s'agit de montrer ; le fonctionnement, les « rouages de l'économie nationale » ; l'interdépendance des activités de production et de consommation ; la production crée des revenus, les revenus permettent la consommation ; celle-ci, incite les entreprises à produire, ce qui est toutefois un peu trop simple... Les entreprises réalisent des profits et investissent ; les ménages épargnent (renoncent à la consommation) ; on doit donc envisager l'épargne et l'investissement et approfondir la notion de circuit. Les opérations d'épargne et d'investissement font entrer dans le circuit des institutions financières et complexifient les interdépendances.

1.3. L'économie de marché ; économies occidentales

Le marché joue un rôle très important dans l'économie ; on emploie le terme d'économie de marché pour caractériser un système qui accorde un rôle central aux mécanismes de marché pour assurer la régulation des activités économiques, (il s'oppose au système planifié) ; on parle donc de coordination par le marché. La régulation ne s'effectue pas uniquement par le marché, elle nécessite l'intervention d'autres acteurs comme l'État, les structures professionnelles, les associations.

1.3.1. Régulation et de coordination par le marché

Dans l'économie libérale, on pense régulation ; les marchés assurent automatiquement et naturellement l'équilibre entre les offres et les demandes de biens économiques. Dans nos sociétés on accorde un rôle central aux mécanismes de marché. Dans l'économie de marché les prix et les quantités produites dépendent de la confrontation de l'offre et de la demande ; cette loi de l'offre et de la demande permet de déterminer, un prix d'équilibre qui correspond à un optimum social. Sur un marché concurrentiel les prix tendent à se rapprocher du prix d'équilibre.

- L'offre est la quantité d'un bien économique que les producteurs souhaitent vendre un prix donné ; l'offre est une fonction croissante du prix.
- La demande est la quantité voulue d'un bien par les consommateurs à un prix donné ; la demande est une fonction décroissante du prix.
- Le prix d'équilibre est défini par le point de rencontre entre l'offre et la demande quand la quantité offerte est égale à la quantité demandée. C'est donc le prix qui égalise les offres et les demandes sur un marché.

1.3.2. Le rôle de l'État dans l'économie

Le rôle économique de l'État ne se limite pas à ses interventions dans le domaine social, État « protecteur » ou « providence » (chap3). L'État intervient dans le cadre de la politique économique, de la détermination du budget, de la réglementation, des entreprises publiques et de la planification. L'État joue donc un rôle dans la régulation de l'économie en ayant la possibilité de corriger les défaillances du marché. Le principal objectif de la régulation est la croissance, qui favorise en théorie, le plein-emploi, la stabilité des prix et l'équilibre des comptes extérieurs. Les objectifs de la régulation sont à la fois économiques et sociaux ; les objectifs sociaux sont aujourd'hui les suivants ; l'amélioration de la prévention, la lutte contre l'illettrisme et le développement de l'éducation, l'intégration, l'insertion sociale. On peut résumer l'intervention économique de l'État en deux objectifs principaux ; réguler l'activité économique et corriger les dysfonctionnements du marché. L'intervention de l'État dans le domaine social en deux fonctions, un système assurantiel et une fonction de redistribution, (revenus de transfert pour plus de justice sociale).

Pour intervenir dans le domaine économique l'État doit disposer de moyens. Il possède des instruments d'analyse comme la comptabilité nationale et des instruments d'intervention (prélèvements obligatoires, fiscalité, réglementation). L'État intervient sur les marchés et produit des services.

Nous verrons que l'État intervient dans la formation des revenus, avec un arsenal de réglementations ; exemple ; fixation d'un revenu minimum (SMIC). L'État maintient une forte présence dans le domaine des transports, de l'énergie, de la santé, de l'éducation, avec ses entreprises publiques et dans certains domaines une situation de monopole.

2. QU'EST CE QUE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

2.1. La notion de développement durable

Un développement économique de l'humanité toute entière dans le respect de l'environnement, des droits de l'homme et des règles sociales pour tous est-il possible ?

Cette terminologie assez courante ; est utilisée sans véritablement en comprendre les implications.

Développement : ensemble des transformations techniques sociales et culturelles qui permettent l'apparition et la prolongation de la croissance économique ainsi que l'élévation du niveau de vie.

Durable ou soutenable ; croissance et développement sont-ils durables ? Peuvent-ils inscrire le bien-être dans un temps long ?

Le développement économique peut-il continuer ainsi ? ; sans respecter le maintien des équilibres écologiques ; en provoquant des dégradations irréversibles pour les générations à venir et l'épuisement des ressources naturelles non renouvelable ? Sommes-nous aux limites du monde fini ? En 2050 nous serons 10 000 000 000 et les ressources seront de plus en plus rares ; nous devons construire un monde qui respecte les droits de chaque individu. Les zones naturelles se dégradent, les ressources s'épuisent, les inégalités sociales sont de plus en plus fortes, les disparités économiques se multiplient, tout ceci conduit à des conflits ethniques nationaux, sociaux ... *l'action de l'homme a dégradé les biens* libres (pollution), leur accès a aujourd'hui un coût, accès à l'eau potable, assainissement etc.

Le développement durable est un ensemble de réflexions sur les moyens d'une croissance égalitaire et harmonieuse ; ce concept se trouve au centre d'un projet de société devant permettre de remédier aux excès d'un mode de développement dont les externalités négatives de l'industrialisation à l'échelle planétaire sont apparues ; productions de déchets en masse, pollution, érosion de la biodiversité et réchauffement climatique. On constate que les politiques économiques du 20^e siècle n'ont pas améliorées la situation des plus pauvres. Les inégalités se sont creusées ; ce qui pose la question de la croissance et de la durabilité du *développement*.

Le développement durable a été défini comme « le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. ». Rapport Brundtland (premier ministre de Norvège 1987) il s'agit ici de concilier l'économique, le social l'écologique. Pour être durable ; le développement doit concilier trois éléments : l'équité sociale, la préservation de l'environnement, et l'efficacité économique.

2.1.1. Les actions

Des concepts et des dispositifs accompagnent le développement durable

Bien public mondial

Biens collectifs, propriété de l'ensemble de l'humanité ; environnement, santé et sécurité qui ne peuvent être confiés au libre jeu du marché. La théorie économique montre que ces biens collectifs engendrent des effets externes positifs qui doivent faire l'objet d'une régulation à l'échelle mondiale.

Principe de précaution

Les autorités peuvent intervenir pour interdire ou réglementer ; une activité ou des activités, des développements scientifiques qui présentent des risques pour l'humanité.

Agenda 21

Il se caractérise par des séries d'actions concrètes dans les domaines économiques, social, environnemental ; par la participation des populations et des acteurs du développement. En France cette démarche a abouti à plusieurs agendas 21 locaux : la gestion des parcs naturels, agriculture péri-urbaine durable, gestion des déchets, développement des transports en commun etc.

2.1.2. Contestations

Certains économistes refusent la notion de développement durable car elle ne remet pas vraiment en question les modèles de développement économique actuels ; *caractérisés par le productivisme ; l'intégration à la sphère marchande de plus en plus d'activités*. La poursuite de la croissance n'ira pas dans le sens d'une protection environnement. L'augmentation du capital (équipements) ne pourra compenser les quantités restreintes de capital naturel (ressources). Le développement durable est devenu une notion vague que les autorités utilisent à tort et à travers. Elle recouvre le progrès social, la lutte contre la faim, l'équité, le commerce, l'alimentation, les droits de l'homme etc. Pour les entreprises, le développement durable est une notion intégrée dans leur politique commerciale, un concept de marketing.

2.1.3. La Stratégie nationale de développement durable (2003-2008)

La stratégie nationale du 3 juin 2003, Comité interministériel pour le développement durable, s'articule autour de six axes stratégiques, recouvre au total dix programmes d'action (chaque axe comporte au minimum un programme), qui sont assortis d'objectifs, de plans d'actions et d'indicateurs de suivi.

Axe 1 : «Le citoyen, acteur du développement durable»

Rendre le concept de développement durable compréhensible pour tous et de sensibiliser le citoyen à ses différentes dimensions ; faciliter la participation du citoyen au débat public.

Axe 2 : «Territoires»

Prendre en compte dans la gestion du patrimoine naturel les dimensions à la fois urbaine et bâtie, rurale et naturelle des territoires, et préserver les différents milieux naturels ; mieux connaître et réduire les inégalités écologiques et sociales ; mieux associer les collectivités locales à la gestion des territoires

Axe 3 : «Activités économiques, entreprises et consommateurs»

Inciter toutes les entreprises à s'engager dans des démarches de développement durable ; intégrer le développement durable dans les modes de production et de consommation des produits (biens et services) ; développer l'innovation et la création d'entreprises dans les domaines d'activité liés au développement durable ; développer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, et en faire une condition de leur bonne gouvernance.

Axe 4 : »Prévenir les risques, les pollutions et autres atteintes à la santé et à l'environnement»

Mettre en place une capacité d'expertise adaptée, indépendante et de qualité ; mieux identifier, juguler et prévenir les risques naturels et technologiques, et mieux y faire face.

.

Axe 5 : «Vers un État exemplaire»

L'objectif est d'intégrer le développement durable dans les politiques publiques (notamment dans le cadre de la réforme de l'État...) et dans le fonctionnement de l'administration (démarches d'éco-responsabilité, de formation continue des agents de la fonction publique...).

Axe 6 : «Action internationale»

Renforcer la lutte contre la pauvreté par une solidarité accrue en faveur des pays en développement ; maîtriser la mondialisation et renforcer la gouvernance internationale du développement durable ; promouvoir les objectifs et la démarche de développement durable dans toutes les politiques de l'Union européenne.

2.2. Les enjeux du développement durable

2.2.1. Les enjeux environnementaux

-Le réchauffement climatique ; on constate une montée en puissance des événements climatiques violents ; tempête, inondations, canicules. Les scientifiques prévoient une augmentation de température de 1,4 à 5,8 degrés d'ici 2100.

-L'érosion de la biodiversité ; l'extinction des espèces s'effectue à un rythme plus rapide depuis l'époque contemporaine.

-Des ressources naturelles sont menacées d'épuisement ou de pollution.

La notion d'empreinte écologique soulève la question de l'équité entre les différents groupes humains, entre les pays riches et pays pauvres.

2.2.2. Les enjeux sociaux

Les conséquences sociales des choix de développement sont troublantes. On constate un d'accroissement des inégalités (20 % de la population concentre 80% de la richesse produite) et de la pauvreté (plus de 1 000 000 000 de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour et sont privées de l'accès aux ressources fondamentales). La pauvreté s'installe aussi dans les pays riches. (« *working poor* »)...

Les pollutions du milieu naturel provoquent de nombreux problèmes de santé publique ; contaminations dues à l'eau...

On constate dans nos sociétés une dégradation du lien social, et un renforcement de l'exclusion. Les activités économiques sont donc à l'origine de problèmes sociaux et écologiques. Le dialogue social n'est pas encore ouvert.

Le développement durable doit sensibiliser les acteurs économiques à d'autres préoccupations que la maximisation des profits et la rentabilité des investissements. On constate que la richesse produite est très inégalement répartie entre pays et dans les populations. L'économie a donc un rôle à jouer. Elle doit favoriser le dialogue social et l'amélioration des conditions de vie. Il faut sensibiliser chacun et chaque acteur doit être prêt à assumer ses responsabilités ; chaque acteur est seul capable de faire bouger son propre milieu.

Chacun doit prendre en charge sa manière de consommer, analyser ses habitudes de vie et responsabiliser ses comportements ; tri des déchets, utilisation rationnelle de l'eau et de l'énergie, choix des produits achetés. Chaque individu ; chaque acteur économique est aujourd'hui, responsable de son environnement proche.

ENTRAÎNEMENT



Exercice 1

Faites des recherches sur internet ; identifiez et présentez les courants libéraux et keynésiens dans la pensée économique. Vous vous attacherez dans votre exposé et vos développements à réfléchir et à souligner les liens existants entre des éléments théoriques et les éléments présentés du cours. (Chapitres 1 et suivants 3 par exemple).

Exercice 2

Définissez la notion « *d'empreinte écologique* ». Existe t-il des éléments de quantification et de calculs ? Quels sont les moyens de réduction de l'empreinte écologique ?

CORRECTION



Exercice 1

Trois principaux courants peuvent être identifiés : Le courant **libéral**, marxiste, **keynésien**.

I. LE COURANT LIBÉRAL

On distingue le courant classique (fin 18^e siècle) et le courant néoclassique (fin 19^e siècle).

1. Le courant libéral classique

L'évolution des mentalités, des valeurs, des techniques, des processus, caractérise la première révolution industrielle. Cette évolution est portée par des mouvements d'idées ; philosophiques, économiques, mécanistes, littéraires, qu'expriment le courant encyclopédiste « du siècle des lumières ». Ces réflexions libres, affranchies de la tutelle du pouvoir, structurent la révolution de la pensée, de ce milieu et fin du 18^e siècle ; (machine à vapeur, ordre naturel, libéralisme) avant celle du régime politique. La puissance économique repose plus sur la possession que sur l'échange de biens. Adam Smith (1723-1790), Thomas Malthus (1766-1834), David Ricardo (1772-1823), Jean-Baptiste Say (1767-1832) sont les principaux initiateurs de la pensée libérale classique.

Principes du courant libéral classique

A. Le modèle de « l'homo oeconomicus » repose sur plusieurs postulats ;

-l'individualisme des agents économiques ; l'individu est un être rationnel, capable de juger, de décider, ce qui est bon pour lui. Chaque individu poursuit son intérêt (utilitarisme) dicté par la maximisation des satisfactions pour un effort minimum. L'interventionnisme de l'État a des effets néfastes et pervers. (Jeremy Bentham).

-la liberté économique ; la propriété privée des moyens de production est garante de la liberté. Le marché régule l'activité économique et s'autorégule. La recherche de l'intérêt individuel permet de réaliser l'intérêt général ; il existe une **main invisible** (marché) qui guide les passions individuelles vers le bien de tous ; « *ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité mais à leur égoïsme, ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leurs avantages.* Adam Smith 1776 « *de la richesse des nations* », éd. 91 p82.

L'harmonisation des intérêts est donc naturelle (« *philosophie de l'ordre naturel* »), l'intervention de l'État n'a aucun fondement, si ce n'est d'imposer comme pouvoir politique l'intérêt général au dessus des intérêts individuels ou privés.

Von Mises ; le rôle de l'État se limite à ses fonctions régaliennes (naturelles) et à garantir le fonctionnement du marché (État gendarme). Si l'État intervient comme régulateur économique, il porte atteinte aux libertés et conduit les agents économiques sur la route de la servitude. Les libertés économiques sont garantes de la liberté, la propriété des moyens de production permet de garantir d'autres libertés ; « *la meilleure garantie de la liberté est la propriété privée non seulement pour ceux qui la possèdent mais autant pour ce qui n'en ont pas. C'est parce que la propriété des moyens de production est répartie entre un grand nombre d'hommes agissant séparément que personne n'a un pouvoir complet sur nous et que les individus peuvent agir à leur guise* » F.Hayek, 1947, « *La route de la servitude* », p 77,79.

-l'équilibre économique ; système économique qui a pour base la liberté => équilibre => si pas d'équilibre naturel ajustement des prix.

B. La production associe les facteurs de production ; travail + capital.

L'analyse s'articule autour de quatre principes ; la division du travail, la théorie de la valeur, la loi des débouchés, la théorie quantitative de la monnaie.

-la division du travail ; Adam Smith 1776 « *de la richesse des nations* », analyse une fabrique (manufacture) d'épingles et explicite le modèle de la division du travail. « *Un ouvrier tire le fil à la bobine, un autre le dresse, un troisième coupe la dressée, un quatrième l'empointe, un cinquième émou (.....) Le travail de faire une épingle est divisé en 18 opérations distinctes, qui sont remplies dans certaines fabriques par autant de mains différentes* ». Pour Adam Smith la division du travail aurait trois avantages ; l'augmentation des quantités par la suggestion de l'habileté des ouvriers (qui peuvent remplir et effectuer plusieurs tâches), le gain de temps, et la facilitation du travail. Ce constat moderne de la spécialisation des tâches et de la division du travail permet à Smith d'élaborer la théorie du libre échange.

-la théorie de la valeur. (École anglaise= valeur d'échange/école française =valeur d'utilité)

École anglaise= valeur d'échange.

La réflexion de Smith puis de Ricardo les conduit naturellement à réfléchir sur une valeur d'échange acceptable par tous. « *Il s'agit d'examiner quelles sont les règles que les hommes observent actuellement en échangeant les marchandises l'une contre l'autre ou contre de l'argent. Ces règles déterminent ce qu'on peut appeler la valeur relative ou échangeable des marchandises* »,

A. Smith, « de la richesse des nations, (1776) ». Smith pose les principes de la valeur travail, le rapport de valeur de deux bien est directement proportionnel a la quantité de travail nécessaire pour les obtenir. « *La valeur d'une denrée pour celui qui la possède et à l'intention de l'échanger pour autre chose, est égale à la quantité de travail que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander. Le travail est donc la mesure réelle de la valeur échangeable de toute marchandise* », A. Smith, « de la richesse des nations ». Pour Ricardo la valeur d'échange = quantité de travail incorporée. En prolongeant ses théories (capital+rente) on aborde l'évaluation des coûts de production.

École française = valeur d'utilité.

Turgot et Condillac inspirent à Jean-Baptiste Say une réflexion sur la valeur d'utilité ; « *si les hommes attachent de la valeur à une chose c'est en raison de ses usages ; ce qui est bon à rien ils n'y mettent aucun prix. Cette faculté qu'ont certaines choses de pouvoir satisfaire aux divers besoins des hommes qu'on me permette de la nommer utilité...la production n'est point création de matière ; mais une création d'utilité. Elle ne se mesure pas suivant la longueur, le volume ou le poids du produit mais suivant l'utilité qu'on lui a donnée.* Jean-Baptiste Say, « *Traité et d'économie politique* », 1803.

-La loi des débouchés ; JB. Say explicite dans son traité d'économie politique, 1803, que « *c'est la production qui ouvre des débouchés aux produits* » ; « *plus les producteurs sont nombreux et les productions variées, plus les débouchés sont faciles, variés et vastes* ». Les produits s'échangent contre d'autres produits, c'est la valeur d'un produit qui permet l'achat d'un autre produit.

-Théorie quantitative de la monnaie (TQM) ; la monnaie a pour fonction de faciliter les transactions économiques et de servir d'intermédiaire des échanges. « *La marchandise intermédiaire qui facilite tous les échanges (la monnaie) se remplace aisément dans ce cas-là par d'autres moyens connus des négociants et bientôt la monnaie afflue, par la raison que la monnaie est une marchandise et que toute espèce de marchandise se rend aux lieux où l'on en a besoin* » .Jean-Baptiste Say, « *Traité et d'économie politique* », 1803.

$$\text{TQM} \Rightarrow \text{M.v}=\text{p.Y}$$

M= masse monétaire, v= vitesse de circulation, p= niveau général des prix, Y =les transactions économiques

Toute augmentation de M doit correspondre a une augmentation de Y => les transactions augmentent on a besoin de plus de monnaie. Si M augmente sans Y alors c'est que p augmente (si une augmentation de monnaie ne correspond pas a une augmentation des transactions économiques ; c'est que celle-ci est consécutive d'une hausse des prix =>inflation).

C. La répartition.

Les facteurs de production ; terre (propriétaires), capital (capitalistes), travail (travailleurs) sont rémunérés par un revenu différent et particulier ; la rente, le profit, le salaire. (en fonction de la contribution des trois classes).

2. Le courant libéral néo-classique

Pensée qui se structure dans la deuxième moitié du 19^e siècle. Regroupe les travaux de Carl

Menger (école de Vienne), Stanley Jevons (Cambridge), de Léon Walras, (1834-1910 ; Lausanne), Wilfred Pareto (1848-1923), Alfred Marshall (1842-1924), sur l'équilibre général. Ces théoriciens peuvent exprimer des points de vue et des marquages idéologiques, politiques très différents. Léon Walras par exemple se dit séduit par le courant socialiste.

« *La théorie néoclassique est une démarche qui tente d'expliquer les faits économiques et sociaux essentiellement à partir des comportements individuels* ». Les ménages maximisent leur plaisir, leur utilité en consommant des biens sous contrainte de budget. Les entreprises maximisent leur profit et/ou minimisent leurs coûts en fonction du prix des différents facteurs. On définit les agents par des caractéristiques qui leur sont propres, en dehors de tout déterminisme historique et social. Il s'agit de connaître la manière dont ces agents vont rentrer en interaction.

La concurrence pure et parfaite est aussi ce que Walras appelle la théorie de l'équilibre général ; Est-ce une vision approximative du monde tel qu'il est ou une forme d'organisation sociale idéale qu'il faudrait réaliser pour obtenir plus de justice dans l'échange ? Il existe deux types d'approches ; l'équilibre partiel : Marshall, Cournot s'intéressent au fonctionnement d'un marché en particulier ; l'équilibre général ; Walras, Arron, Hahn, Samuelson s'intéressent à l'ensemble des marchés dans leurs interdépendances ; approche plus rigoureuse, mais en général, les économistes raisonnent en termes d'équilibre partiel. Walras est considéré comme le fondateur de l'économie mathématique moderne et de l'équilibre général.

Principes du courant libéral néo-classique

A. Calcul à la marge

Agents économiques et contrainte de revenu

La théorie néo classique analyse les comportements individuels des agents économiques selon le principe de rationalité des acteurs. Cette approche des phénomènes économiques est donc microéconomique. Le comportement de l'acteur ou de l'agent économique (homo oeconomicus) est fonction de calculs, d'évaluations, de choix. Les consommateurs ambitionnent de maximiser leur utilité sous contrainte de revenus. Les consommateurs évaluent, comparent, en permanence des offres W ou Z. Sous contrainte de budget et de revenu. Le choix de l'offre W impliquera une renonciation temporaire (sur la quantité achetée) de l'offre Z. Les variations de prix sur les offres W ou Z (effet de substitution ; *si le prix du bien W augmente, à revenu constant, le consommateur devra diminuer sa consommation de biens W ou modifier sa consommation d'autre bien ou modifier sa consommation de biens W et Z*), les variations de revenu (effet de revenu ; *si le revenu augmente le consommateur pourra augmenter sa consommation d'une catégorie de biens ou de l'ensemble des biens W, Z*) exercent une contrainte ou libèrent le consommateur.

$$\text{Max } U(X, Y)$$

$$R = p_x \cdot X + p_y \cdot Y$$

$U =$ utilité, $X =$ bien 1, $Y =$ bien 2, $R =$ revenu, $p_x =$ prix du bien X, $p_y =$ prix du bien Y

Utilité marginale (valeur à laquelle le consommateur estime le bien)

Avec le calcul à la marge, les néoclassiques prouvent que l' utilité marginale est décroissante en fonction des quantités consommées. L' utilité globale s' accroît mais l' accroissement ou l' unité marginale de la dernière unité est plus faible (principe de satiété du consommateur par exemple).

Profits

L' objectif des entrepreneurs (producteurs) est conforme à l' individualisme, au capitalisme, ils espèrent maximiser leurs profits sous contrainte des facteurs de production. La fonction de production est dite a facteurs substituables (recherche de la meilleure allocation, association des deux facteurs ; capital et travail). Pour les néoclassiques le seul facteur adaptable est le travail.

$$\text{Max } \Pi = p Y - wN - r K$$

$$Y = f (N, K)$$

Π : profits, w : salaire, N : travail, r : intérêt, K : capital

Prix

Le prix du marché résulte de l' égalisation entre le cout marginal et l' utilité marginale.(recette marginale). Les facteurs de production (travail capital) sont rémunérés en fonction de leur productivité marginale. Le salaire réel est égal à la productivité marginale du travail : $w/p = \Delta Y/\Delta N$.

B. Le modèle du marché, l' équilibre partiel et l' équilibre général

La pensée néo classique pose le principe et le modèle de l' économie de marché. Le marché est le lieu de rencontre entre l' offre et la demande, le marché est sensible aux variations de prix (Ed/P : élasticité de la demande par rapport aux prix => fonction linéaire $O = f(p)$ $D = f (p)$).

L' équilibre partiel sur un seul marché (Alfred Marshall) doit être complété (plus qu' opposé) à l' équilibre général (Léon Walras).

Condition de l' équilibre général selon Walras : « l' échange de plusieurs marchandises entre elles sur un marché régi par la libre concurrence est une opération par laquelle tous les porteurs soit d' une ,soit de plusieurs d' entre ces marchandises soit de toutes peuvent obtenir la plus grande satisfaction de leurs besoins compatibles avec cette condition que non seulement deux marchandises quelconques s' échangent l' une contre l' autre suivant une proportion commune et identique, mais que, ces deux marchandises s' échangent contre une troisième quelconque suivant deux proportions dont le rapport soit égal a la première ».Léon Walras ; « éléments d' économie politique pure »,1874.

L' équilibre général est la formation d' un prix d' équilibre sur les quatre marchés identifiés par les néo classiques ; biens et services, travail, titres (finance/entreprises), monnaie.

Marchés	Bien et services	Travail	Titres	Monnaie
prix	Evaluation monétaire du produit et/ou des services	Salaire	Intérêts	Fixation du niveau des prix des produits (politique)
Offre	Entreprises production	Ménages	Entreprises (actions, obligations)	Etats, Banques

Demande	Ménages consommation	Entreprises	Ménages Entreprises	Ménages Entreprises
----------------	-------------------------	-------------	------------------------	------------------------

Commentaire ; les agents économiques sont à la fois offreurs et demandeurs sur les différents marchés ; les ménages demandent des produits sur le marché des biens et des services, offrent leurs compétences, savoir faire, et leur force de travail sur le marché du travail, demandent des actifs financiers sur le marché des titres, demandent enfin de la monnaie. La théorie néoclassique met l'accent sur l'interdépendance des différents marchés (4). Walras postule qu'un « commissaire priseur » centralise les informations sur le volume et les conditions de transactions, propose des prix. Les prix étant formés, les agents selon leur fonction se différencient ; unité de consommation, (le consommateur maximise sa fonction d'utilité sous contrainte budgétaire) ; unité de production, (le producteur maximise ses profits sous contrainte d'une fonction de production capital ou travail). Ces agents proposent leur offres et précisent leurs demandes, confrontation offres/demandes pour un système de prix, sans aucun échange, le prix se trouvera modifier en fonction de l'excès de l'offre (demande) sur la demande (offre) [« walras ; processus de tâtonnement »]. Ce processus d'ajustement se poursuit jusqu'à ce que l'offre = la demande.

C. Le modèle de concurrence pure et parfaite

La concurrence parfaite est une hypothèse théorique. Cette hypothèse repose sur des principes de fonctionnement.

**Principe du prix unique* : pour chaque bien, il existe un prix affiché visible par tous. À partir de ce prix chaque individu réfléchit aux quantités qu'il est prêt à acheter et à vendre.

**Les agents sont des preneurs de prix (price taker)* : les prix affichés sont indépendants de ce qu'ils font, leur comportement n'a pas d'action sur les prix, (ce qui est faux).

**les échanges directs sont interdits* : au prix affiché, les agents formulent leur offre et leur demande pour chaque bien, l'intermédiaire dit « commissaire priseur » confronte les quantités offertes et les quantités demandés.

Dans cette hypothèse ; le prix est une donnée pour les agents économiques, il garantit au producteur que la production offerte, trouvera un acheteur à ce prix. Le modèle de concurrence pure et parfaite suppose ; une transparence du marché, la circulation et la disponibilité de l'information, l'atomicité de l'offre et de la demande, (aucun agent ne peut agir individuellement sur le marché), les produits sont standards et les barrières à l'entrée sont inexistantes.

3. L'École autrichienne d'économie : Ludwig Von Mises, F. Von Hayek, (1914 à 1970).

Ludwig Von Mises dans « *Calcul économique en régime collectiviste* », constate que, sans un système de profit, de prix et de propriété on ne peut effectuer une évaluation et un calcul rationnel de l'économie=> une activité économique rationnelle est donc impossible dans un régime socialiste. Von Hayek adhère à ce point de vue et développe cette hypothèse dans ses propres travaux. Pour Mises et Hayek les prix sont nécessaires pour orienter la production, il n'existe pas de substitut au système des prix, parce que ce sont les prix qui donnent la valeur relative de tous les biens de la société. Von Mises prend l'exemple de la construction d'une maison, on

peut utiliser beaucoup de matériaux différents, mais combien de ces matériaux entrent dans la composition d'un bâtiment ?, sans une norme rationnelle qui fixe les prix, il est très difficile de déterminer la manière la plus économique de construire une maison. Tout système économique serait irrationnel sans les gardes fous que sont les prix.

« *Le capitalisme serait un système économique, le plus juste, le plus rationnel, le plus efficace en termes de récompenses par rapport à la contribution respective des acteurs* ». Hayek recherche une théorie normative de l'économie, il s'oppose à lord Keynes dans les débats théoriques qui opposent la LSE de Londres (Hayek) et Cambridge (Keynes). Von Hayek explique la crise de 1929 par une sur-production de capital favorisé par des taux d'intérêt maintenus artificiellement bas par la réserve fédérale, ce qui n'était pas viable, dans le long terme. Hayek recommande aux gouvernements une politique de non intervention pour permettre une récession naturelle et la liquidation de mauvais investissements. « *La route de la servitude, 1944* », est un avertissement, si l'organisation de l'économie devait perdurer après la 2^e guerre ; un régime dictatorial devait être envisagé ; les racines du fascisme et du nazisme ne résident pas dans l'effondrement économique provoqué en partie par le libre marché non régulé, mais dans l'abandon des idées libérales qui constituent les bases du libre marché. La régulation et l'intervention de l'État nous ont menés à la servitude.

Création de la « Société du Mont Pèlerin », laboratoire de réflexion, « *un think tank* » dans les Alpes suisse, elle rassemble des économistes internationaux qui partagent les mêmes points de vue et dont le but est de promouvoir l'économie libre de marché et la société ouverte (K.Popper), auprès de décideurs politiques. M. Friedman reprend à son compte la logique du libre marché aux États-Unis ; terre d'opportunités pour les migrants ou le travail et la libre entreprise sont récompensés, pas de programmes gouvernementaux, peu de réglementations, ni d'administration, mais un libre marché. Le problème est ce gouvernement gaspilleur et inefficace, il faut permettre aux marchés de jouer un plus grand rôle dans l'économie. En Europe, l'illusion néolibérale entretient la fiction de l'égalité des droits face au marché => société égalitaire. Marchés libres = marchés égalitaires ? Dans les années 1970 les pays anglo-saxon remettent en cause l'intervention de l'État (l'État providence) dans l'économie et inaugurent l'agenda néolibéral de la déréglementation et de la privatisation. En 1980, R. Reagan, M. Thatcher adoptent des politiques influencées et inspirées par Von Hayek et Friedman, conçues pour restaurer la discipline du capital sur le travail.

4. Les écoles libérales contemporaines depuis les années 1970

A. École de Chicago et courant monétariste

Franck Knight (1885-1972) fondateur de l'école de Chicago, distingue les notions de risques et d'incertitude. (Risque : avenir probabilisable/ Incertitude : impossibilité de prévisions). Le profit est la contrepartie des risques supportés par l'entrepreneur ou de l'incertitude dans lequel il se trouve lorsqu'il prend une décision. Le profit serait d'autant plus élevé que l'incertitude sur l'avenir est grande. « *Risque, incertitude et profits (1921)* »

Milton Friedman (1912-2006), condamne l'intervention de l'État dans l'économie ; pour

atteindre la liberté politique et économique dans une économie de marché, l'État doit réduire son rôle et modérer ses actions. « *Capitalisme et liberté*, (1962) ». Il s'oppose bien entendu à la théorie keynésienne. Il affirme que la monnaie joue un rôle déstabilisateur sur les prix et sur les changes. Il faut donc limiter la masse monétaire pour réduire l'inflation. À long terme la monnaie ne joue plus aucun rôle. Friedman est l'initiateur du courant monétariste.

B. L' économie de l' offre

A. Laffer (1940, courbe de), B. Barlett (1931), G. Gilder (1939) ; pour ces économistes de l' offre (opposé aux économistes de la demande Keynes et néo keynésiens), il faut encourager les entreprises à produire des biens et des services, subventionner certains secteurs économiques, diminuer les impositions ,réguler la fiscalité sur les entreprises (impôt sur les sociétés, taxes) et sur les salariés, (diminuer le cout du travail : cotisations sociales patronales), et les inciter à se développer sur de nouveaux marchés, recherche-développement et stratégies internationales.

C. Économie publique

Regroupe les économistes qui étudient les politiques sociales et ceux qui analysent les problèmes de l' offre et de la demande de biens collectifs (école des choix publics, « *public choice* »). Cette école néo libérale contemporaine analyse le rôle de l' État et son fonctionnement dans les mécanismes de transferts sociaux et dans sa mission de promotion de l' intérêt général. « *Elle applique la science économique à la science politique* ». La politique est analysée avec les outils de la microéconomie. Hommes politiques et fonctionnaires se conduisent comme des consommateurs et producteurs de la théorie économique. La motivation du personnel politique est de maximiser son propre intérêt, (être réélu), et son utilité, (revenu, pouvoir) ; intérêt individuel + intérêt collectif, public. L' analyse néo classique sert à expliquer le processus de prise de décision (choix) et les dérives du gaspillage. Cette théorie des choix publics explique que de nombreuses décisions nuisibles à la majorité seront prises, on parle alors de « *défaillance de l' État* ». L' État est qualifié de Léviathan (dépenses publiques), James Buchanan recommande de circonscrire et d'interdire les déficits budgétaires et de limiter les prélèvements obligatoires. On constate dans nos sociétés des problèmes de financement des politiques sociales, il est donc nécessaire de repenser les mécanismes redistributifs. Il ne s' agit pas de condamner ce système mais d' optimiser ses performances .Les économistes comme G.Tullock (« *le marché politique* » 1978) et James Buchanan (« *the calculus of consent* » 1962, *Nobel* 1986) recherchent entre autre une méthode qui optimiserait la pertinence et l' efficacité des mécanismes de transferts.

II. LE COURANT KEYNESIEN

John Maynard Keynes (1883-1946) de notoriété mondiale, incontournable fondateur de la macro-économie, considéré comme le théoricien économiste le plus influent du 20eme siècle. Elève brillant, il choisit des études de mathématiques et le King' s Collège de Cambridge ; ambitionne la haute administration et se tourne vers l' économie. Il suit les cours d' Alfred Marshall et d' Arthur C. Pigou (*économie du bien-être*). En 1909 ; il soutient sa thèse de mathématiques

sur les probabilités. Il est nommé professeur assistant à l'université de Cambridge. Homme d'affaires ; il rédige des articles pour des revues, dirige des compagnies d'assurances spéculent sur les devises et les matières premières. La fortune de lord Keynes of Tilton est estimée à 17,5 millions d'euros. Expert en relations internationales et diplomatie ; Conseiller de nombreux hommes politiques et de gouvernements, il fut un des acteurs des accords de Bretton Woods 22/06/1944 ; SMI, change fixes avec la création du GES (gold exchange standard), désignation des institutions chargées de réguler le fonctionnement de l'économie internationale ; Banque mondiale, BIRD, FMI, GATT ...

Keynes élabore des théories et des outils conceptuels, ses travaux sont utilisés dans le cadre ; de la politique de reconstruction 45-50, de l'instauration du *welfare state* « l'État providence », de l'élaboration des politiques économiques en Europe.

Oublié, depuis les années 80 avec le développement du courant monétariste et de la déréglementation néo libérale, il connaît avec la crise financière de 2008, un renouveau, social libéral : NEK ou nouvelle économie keynésienne, post keynésianisme, économie des conventions.

1935-36, ces années sont marquées par la récession économique, les difficultés d'existence d'une grande partie de la population rapidement paupérisé par un chômage sans protection, ni garanties. Des mouvements de grèves et d'affrontements éclatent en Europe. C'est dans ce contexte social délicat que JM Keynes publie en 24 chapitres à Londres ; *La théorie générale de l'emploi et de la monnaie*. Cet ouvrage est bien accueilli par la critique, est destiné à apporter une réflexion et une contribution à la théorie de l'emploi, Keynes propose une alternative au lancinant problème du chômage de masse ; supérieur à 10% à cette époque.

1. Principes keynésiens

-Keynes s'oppose aux théoriciens libéraux et néo libéraux (Von Hayek). Les crises économiques que l'Europe traverse dont le chômage n'est qu'une manifestation, consacrent la défaillance de l'autorégulation, l'incapacité des marchés à jouer un rôle stabilisateur dans l'économie.

-Il s'attaque aux postulats de JB Say et constate la dérégulation et les déséquilibres de l'offre et de la demande. Les marchés libres ne sont pas pour autant des marchés égalitaires (emploi/travail).

-Ce qui oppose Keynes aux néo libéraux pour partie, c'est le rapport à l'État. Quel rôle doit jouer l'État ? Keynes propose une intervention de l'État dans l'économie (l'État ne prend pas toujours des décisions irrationnelles, n'est pas forcément gaspilleur, ne limite pas forcément l'initiative individuelle par de multiples réglementations selon le credo des néo libéraux) et une mutation de ses fonctions de « l'État gendarme à l'État providence », Keynes initie le *welfare state*. L'intervention de l'État passe par l'adoption et la mise en place de politiques économiques, de réglementations, d'un secteur public nationalisé.

-le raisonnement keynésien est macroéconomique, analyse le fonctionnement du système éco-

nomique global. Il étudie les relations et les équilibres entre les grandeurs globales de l'économie que sont le revenu, l'investissement, la consommation, le taux de chômage, l'inflation. (« Agrégats »).

- Keynes démontre que le volume réel de la production et de l'emploi dépend de la décision de produire en fonction de l'estimation des montants de la consommation actuelle et future qui entraîne des décisions d'investir. La « *propension à consommer* » et « *à épargner* » permet de calculer le niveau de revenus, de la production et de l'emploi (qui assure l'équilibre du profit si investissement).

- « *le remède spécifique au chômage c'est l'accroissement de la consommation laquelle est la fin de l'activité économique et non l'augmentation de l'investissement qui n'en est que le moyen* » (chapitre 22 section IV).

- la théorie générale insiste sur le rôle joué par l'investissement. Mais l'investissement résulte des calculs de prévision sur la rentabilité (efficacité marginale du capital) et du niveau de l'intérêt.

- la théorie générale de l'emploi et de la monnaie sont étroitement liées. « *Une économie monétaire est une économie où la variation des vues sur l'avenir peut influencer sur le volume actuel de l'emploi et non sur sa seule orientation* ».

2. Chômage et insuffisance de la demande effective

Demande globale = concerne les trois agents et fonctions économiques : les ménages (fonctions de consommation), les entreprises (fonctions d'investissement), l'État (dépenses publiques). La situation des marchés, le niveau de la concurrence, les salaires et les revenus déterminent les conditions de l'offre globale. La demande effective correspond au point d'intersection entre l'offre globale et la demande globale.

Keynes constate que le chômage résulte d'une insuffisance de la demande effective. L'État peut alors intervenir et agir sur deux composantes de la demande globale.

- sur la consommation ; l'État peut augmenter le niveau des revenus disponibles en réduisant la fiscalité, l'État peut aussi accroître sa propre consommation.

- sur l'investissement ; en réduisant les taux d'intérêt, l'État diminue le coût des emprunts pour les ménages et le coût du financement des investissements pour les entreprises. L'action de l'État se traduit par une politique budgétaire expansive, il augmente ses investissements publics.

3. Originalité de la pensée de Keynes et contribution à l'économie

Keynes s'oppose à la pensée économique classique (fixation des prix, affectation optimale des ressources). Les économistes doivent penser et agir dans le court terme, utiliser la macroéconomie comme instrument d'analyse ; « *à long terme nous serons tous morts* ». Il réfute les principes

de JB Say selon lequel ; l'offre crée sa propre demande et le marché s'autorégule à l'équilibre.

1. L'emploi

Marshall, Walras, Pareto, le travail est une marchandise qui s'échange sur un marché. L'offre et la demande de travail, varie en fonction du niveau du salaire. La rencontre de l'offre et la demande détermine un salaire et un niveau d'emploi d'équilibre. Dans la pensée néoclassique, le marché du travail fonctionne comme tout autre marché doit conduire à l'équilibre et au plein emploi. Si chômage => baisse des salaires. Le chômage est volontaire soit les offreurs refusent de travailler pour un salaire d'équilibre soit les employeurs refusent d'embaucher.

Le plein emploi ne peut être une conséquence de l'autorégulation des marchés. Les néoclassiques expliquent le chômage par des salaires élevés et rigides. Pour Keynes, la baisse des salaires, ne peut être utilisée, elle provoque une réduction de la demande, une baisse de la production, une chute des prix, défavorable à l'économie et à l'emploi. Elle est « *contre-productive* ».

Le niveau de l'emploi est lié au niveau de la production. Baisse du salaire => baisse de la demande => la production s'ajuste à la baisse => chute de la croissance. (Récession). Pour Keynes, le niveau de salaires qui peut être élevé, permet de soutenir la demande, l'investissement et l'emploi.

Le volume de l'emploi et de la production dépend de la demande globale anticipée des entrepreneurs. (L'incertitude et le pessimisme des entrepreneurs peuvent donc conduire à des comportements qui détournent l'économie du plein emploi). « *Le plein-emploi est atteint lorsque l'emploi global cesse de réagir élastiquement aux accroissements de la demande effective des produits qui en résultent.* » « *Keynes, théorie générale* ».

Le chômage est involontaire, il résulte des anticipations des entrepreneurs. Hypothèse confortée par celle des économistes contemporains, Lindbeck et Snower qui analysent le chômage comme la conséquence d'un rapport de force entre deux catégories de salariés ; insiders et outsiders.

2. Le salaire d'efficience

Pour les néoclassiques, le salaire est égal à la productivité marginale du salarié, celui-ci doit produire une valeur supérieure ou égale à sa rémunération => c'est ce qui justifie son embauche. La théorie du salaire d'efficience (1980), est une prolongation des théories de Keynes, l'efficience du salarié est fonction du salaire. Si l'entreprise propose des salaires plus élevés que ceux du marché, elle favorise la productivité et l'investissement.

3. Les crises

L'économie peut connaître des crises longues et durables si la demande effective est insuffisante (anticipation de la production ; de ce que les entrepreneurs pensent pouvoir vendre). Le krach de 1929, la grande dépression 1930 ne répondent pas aux schémas d'analyse des néo-classiques d'un marché autorégulateur.

4. La monnaie

Keynes réfute les postulats de la théorie quantitative de la monnaie, « la quantité de monnaie en circulation ne détermine pas le niveau des prix ». La monnaie peut être demandée pour elle-même ; par précaution, épargne, ou pour spéculer, elle n'est donc pas un intermédiaire neutre des échanges (théorie classique).

5. Le rôle de l'État

L'État a un rôle à jouer dans l'économie, non pas celui des néo-classiques, État gendarme limité aux fonctions régaliennes (armées, justice, police) et à la surveillance des marchés. Pour Keynes, la main invisible n'existe pas, c'est à l'État qu'il appartient de réguler les déséquilibres économiques et les anticipations qui peuvent se révéler fausses des différents acteurs.

Les deux instruments d'intervention de l'État sont les politiques monétaire (augmentation de l'offre => diminution du taux d'intérêt => augmentation de l'investissement => stimulation de l'activité économique => soutien de l'activité économique) et budgétaire (objectifs ; *stabilisation de l'activité, redistribution des revenus pour soutenir la consommation, promotion de la croissance par valorisation du capital investi et non épargné*).

6. Les politiques de relance

Keynes recommande les politiques économiques « de relance », qui ont pour objectifs de stimuler la demande => la consommation et l'investissement ; *politique de grands travaux, investissements publics, politique de crédit et de baisse des taux d'intérêts, politique de redistribution des revenus pour maintenir la consommation des populations défavorisés*.

Les détracteurs de Keynes ne peuvent contester que la période de prospérité des « trente glorieuses » marque l'application de politiques publiques d'inspiration keynésienne.

4. Critiques et influence keynésienne

Plusieurs courants néo keynésianisme, nouvelle économie keynésienne, post keynésianisme se réclament de l'influence keynésienne. S'ils s'accordent sur l'intervention de l'État dans l'économie, ils divergent sur son rôle et sa fonction.

-Irving Fisher ; l'intervention de l'État est nécessaire pour contrôler, réguler, juguler la déflation.

-Les nouveaux keynésiens cherchent une voie d'amélioration du fonctionnement de l'économie ; les interventions de l'État doivent permettre un meilleur équilibre des marchés. Les salaires et prix ne sont pas flexibles mais visqueux.

-La mondialisation des marchés => économie ouverte ; la demande peut s'effectuer sur des produits importés, ce qui limite la pertinence des politiques de relance.

-Europe ; la politique monétaire comme instrument de stimulation et de dynamisation de l'économie a disparue, (BCE et monnaie unique). Le pacte de stabilité croissance limite les politiques budgétaires dans le but de soutenir la demande, il devient très difficile aujourd'hui d'être Keynésien.

- les mesures de relance budgétaire (augmentation des dépenses publiques, baisse des impôts) n'ont plus aujourd'hui un effet durable sur l'emploi.
- Ces constatations ne remettent pas en cause la pertinence des outils mais l'inefficacité s'explique par une évolution dans le comportement des agents économiques ; théorie du revenu permanent par exemple.

Exercice 2

1^{re} approche

Le concept d'empreinte écologique a été élaboré au début des années 1990 par William Rees et Mathis Wackernagel dans le cadre d'une thèse de doctorat en planification urbaine :

« *L'empreinte écologique est la mesure de la charge qu'impose à la nature une population donnée. Elle représente la surface de sol nécessaire pour soutenir les niveaux actuels de consommation des ressources et de production de déchets de cette population.* » « Notre empreinte écologique, 1999 éditions Écosociété ».

2^e approche

« L'empreinte écologique mesure les surfaces biologiquement productives de terre et d'eau nécessaires pour produire les ressources qu'un individu, une population ou une activité consomme et pour absorber les déchets générés, compte tenu des technologies et de la gestion des ressources en vigueur. Cette surface est exprimée en hectares globaux (hag), c'est-à-dire des hectares ayant une productivité égale à la productivité biologique mondiale moyenne. » (Source : WWF, rapport Planète vivante, 2008).

Le concept d'empreinte écologique répond à la question suivante : l'économie humaine mobilise-t-elle davantage de ressources ou services issus de la nature que celle-ci soit capable de régénérer ?

L'empreinte écologique a été conçue comme un système comptable à deux composantes :

- la quantité de ressources ou services issus de la biosphère nécessaire pour faire fonctionner l'économie humaine (la demande), qui représente l'**empreinte** proprement dite ;
- la quantité de services que la biosphère est capable de régénérer (l'offre), qui correspond à la **biocapacité**.

1^o la demande, l'empreinte écologique se décompose ainsi :

- empreinte liée à la consommation de ressources renouvelables (produits issus de l'agriculture, de l'élevage, de la filière bois et de la pêche) ;
- empreinte liée à l'artificialisation des sols ;
- empreinte liée à la consommation d'énergie fossile qualifiée d'empreinte carbone.

Le mode de calcul de l'empreinte écologique diffère selon chaque catégorie :

$$EE = \text{quantité consommée} / \text{rendement moyen mondial} \times \text{facteur d'équivalence}$$

2° l'offre, la biocapacité est définie comme la surface biologiquement productive dont dispose un pays. Elle est calculée pour cinq types d'espaces : terres cultivées, pâturages, forêts, pêcheries (mer et eau douce) et terres artificialisées.

Le mode de calcul de la biocapacité consiste à multiplier la surface utilisée par chaque type d'usage (cultures, pâturages, forêts, zones de pêche) par un facteur de culture (rendement national/rendement mondial) puis à ajuster ce chiffre en fonction du facteur d'équivalence correspondant.

Biocapacité = surface utilisée x facteur de culture x facteur d'équivalence

Sources documentaires ; www.developpement-durable.gouv.fr